



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Areva

Question au Gouvernement n° 3668

Texte de la question

AREVA

M. le président. La parole est à M. Patrice Verchère, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Patrice Verchère. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, depuis samedi, les médias nationaux se font l'écho d'un plan de réduction d'effectifs, incluant la France, au sein du groupe Areva. Si, comme vous venez vous-même de le faire à l'instant, votre collègue chargé de l'industrie a rapidement démenti, à l'instar de la direction du groupe, cette information, il n'en reste pas moins qu'elle intervient au terme d'une semaine très déstabilisante pour la filière nucléaire française, dont Areva est le fleuron.

En effet, depuis plusieurs jours, ce secteur a été littéralement pris en otage par les négociations entre les socialistes et les Verts, fruit d'un marchandage honteux pour les futures législatives. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Ainsi, les Verts ont clairement passé avec le parti socialiste un troc d'un député pour un réacteur nucléaire fermé (*Huées sur les bancs des groupes UMP et NC*), soit la fermeture de vingt-quatre réacteurs contre l'assurance pour les Verts d'avoir vingt-cinq députés.

Mais - faut-il le rappeler ? - fermer vingt-quatre réacteurs nucléaires, c'est provoquer une hausse de 50 % de la facture d'électricité de nos concitoyens. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Fermer vingt-quatre réacteurs, c'est acter un gigantesque plan social. Ainsi, au total, dans le marchandage PS-Verts, un siège de député Vert coûte 16 500 emplois à notre pays ! (*Huées sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Fermer vingt-quatre réacteurs, c'est fragiliser l'une de nos filières industrielles d'excellence. Fermer vingt-quatre réacteurs, c'est tout simplement renoncer à notre indépendance énergétique.

Dans ce contexte, mes chers collègues, comment s'étonner que nous ayons à faire face à des informations contradictoires ?

Face à l'inquiétude de plus en plus grande des salariés et de nos concitoyens, nous vous serions reconnaissants, monsieur le ministre, de bien vouloir préciser à la représentation nationale quelles sont les perspectives d'Areva en France, notamment en matière d'emploi. Merci de nous rassurer. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. le président. Mes chers collègues, les hurlements ne servent strictement à rien, si ce n'est à conduire nos compatriotes à protester devant de tels comportements. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, vous connaissez la position du Gouvernement - je viens de la rappeler à l'instant - concernant le rôle de l'État actionnaire dans les entreprises publiques. Il n'acceptera pas, dans le cas d'Areva comme pour toutes les autres entreprises publiques, que l'emploi serve de variable d'ajustement dans l'adaptation de l'activité à l'évolution incertaine du contexte international.

Vous avez eu raison de rappeler quelques idées simples. Dans la politique de tous les gouvernements, de droite comme de gauche, le nucléaire, depuis le début de la Ve République, a été un acquis en matière d'indépendance énergétique et un atout formidable pour les consommateurs puisque, grâce à cette énergie non polluante, le prix de l'électricité a été en moyenne de 40 % moins cher que dans les autres pays de l'Union

européenne.

Personne - ni le Gouvernement, ni la majorité, ni, naturellement, le Président de la République, qui a réaffirmé de façon constante sa conviction en la matière - n'entend remettre en cause le principe du nucléaire dans l'activité économique de notre pays. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

C'est pourquoi le plan stratégique d'Areva devra intégrer cette perspective dynamique, en même temps que les conséquences de Fukushima en termes de renforcement de la sûreté de nos centrales. Si nous respectons le choix des pays qui ont remis en cause le nucléaire, nous ne le partageons pas, car telle n'est pas notre politique économique. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrice Verchère](#)

Circonscription : Rhône (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3668

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 novembre 2011